

## Et maintenant ? Agir. Et vite !



Les français ont choisi leur président. Le temps des engagements et de l'action concrète s'ouvre. L'attente est immense car, encore plus que dans d'autres pays occidentaux, notre pays est minée par le chômage de masse et s'inquiète des mutations à venir.

Au-delà même de la grogne des uns ou de la satisfaction des autres, à peine investi, le nouveau chef de l'État devra, sans attendre la fin des élections législatives, agir. Et agir vite. Tous les politologues l'enseignent : les tous premiers jours de l'action d'un exécutif sont essentiels ne serait-ce que pour répondre aux vœux des citoyens, des acteurs sociaux et économiques.

On l'a vu, cette élection, a donné aux français, l'occasion d'exprimer des peurs, des craintes, mais aussi et surtout des méfiances voire de la défiance à l'égard d'une classe politique installée et dont les recettes ont toutes échouées. À court terme, à tout le moins... l'Histoire fera le tri. Comme toujours.

Mais à tout cela, il faudra répondre. À défaut d'en répondre, dans cinq ans...

Attentes et espoirs ce sont incarnés dans les deux finalistes du second tour chacun représentant, au moins en la forme, une proposition jamais faite. Un renouvellement qui s'est exprimé dans les urnes avec une certaine radicalité. De manières contrastées l'option était celle d'une forte aspiration à des changements rapides, clairs, concrets pour sortir de « cette dépression collective dans laquelle nous sommes englués » selon l'expression de Laurent BERGER, secrétaire général de la CFDT (1) .

Sur un plan économique, si la justice sociale devra être au cœur de ce quinquennat débutant, il devra être surtout celui ou les salariés comme les chefs d'entreprise puissent avoir leur place, ou chacune et chacun retrouve confiance dans l'avenir. Et l'objectif n'est pas mince.

Tous les citoyens français, quel qu'ait été leur vote, ont, en commun, d'avoir adressé ce message clair au nouveau Président. Il serait périlleux qu'il ne l'écoute pas...

La nouvelle équipe aux commandes n'a jamais caché sa vision libérale du monde de l'entreprise. S'il a les moyens politiques de ses projets après les élections législatives, le chef de l'État engagera prioritairement par ordonnances une réforme du marché du travail pour redonner de la flexibilité en même temps que de la compétitivité aux entreprises.

L'OTRE a pris bonne note lors de sa rencontre avec les représentants candidat vainqueur, pendant la campagne électorale, de l'engagement du rétablissement de l'exonération des heures supplémentaires. C'est une bonne nouvelle. Il en est de même pour la fixation d'un plancher et d'un plafond des indemnités prud'homales pour ne parler que de ces nouvelles mesures.

Mais au-delà des mesures sociales et fiscales qui s'annoncent, lors de notre rencontre, nous avons insisté surtout sur les enjeux européens, sur l'importance de ce qui se jouera à Bruxelles dans le cadre de la révision du Paquet routier et de la Directive détachement des travailleurs.

Des engagements ont été pris par le nouvel élu. Par écrit et antérieurement au 7 mai (Cf. (2) et (3)). L'OTRE sera vigilante à ce que les promesses soient tenues... Dès la nomination du gouvernement, le 15 mai prochain, une audience sera sollicitée auprès de celle ou de celui qui sera désormais en charge des transports. Sans confondre vitesse avec précipitation, il y a incontestablement, et chacun le sait, une urgence absolue à ce que la France reste présente et rappelle les exigences d'une concurrence libre et non faussée inscrite en lettres d'or au frontispice du fameux Traité de Lisbonne... Rien ne saurait justifier une forme de violence économique légalisée au nom d'un libéralisme ultra. Les pays de l'Union d'Europe occidentale l'ont compris en formant, à l'initiative française, l'Alliance. Puisse cette initiative ne pas être remise en cause par les nouvelles têtes de l'exécutif français. Faire autrement serait destructeur et loin des attentes exprimées.

Il en va d'une forme de modèle social et, osons l'expression, de civilisation... Il serait, encore une fois, suicidaire de l'oublier. Victor HUGO ne pensait pas autre chose en écrivant en

1870 : « *L'instinct du peuple est toujours d'accord avec l'idéal de la civilisation* ».

C'est la leçon qu'il faut tirer. C'est l'action qu'il faut engager. Vite !

**Philippe BONNEAU**

- (1) « Le Monde » du 9 mai 2017
- (2) « Otrement dit » n°77 p.22
- (3) « Officiel du Transporteur » n° 2876 p.36